

longtemps qu'il ne sera pas résolu, on ne peut guère espérer combler l'abîme qui sépare les pays industrialisés des pays sous-développés.

J'étais très heureux, l'autre matin, d'entendre dire à la radio que le Canada faisait des propositions en ce sens. Je ne les connais pas encore, mais je suppose qu'elles visent à sortir le monde en général de la camisole de force dans laquelle il se trouve; à bien des égards, cette camisole de force ressemble beaucoup à celle qui était imposée aux économies nationales avant l'époque de la monnaie dirigée. Voilà une des choses qu'il faut faire pour être en mesure de contribuer à l'aide extérieure et à la cause de la paix mondiale, comme le Canada en est capable. Monsieur le président, j'invite encore le gouvernement à faire accepter aux Canadiens ce programme d'aide extérieure non seulement pour des motifs humanitaires et moraux, mais encore en leur faisant comprendre qu'il est essentiel à notre prospérité et à notre économie en expansion.

Il est peut-être malheureux que les appels à l'humanitarisme frappent en général une oreille sourde ou du moins une oreille qui n'entend pas bien. Il est peut-être malheureux que les beaux gestes restent en général des gestes. Il est malheureux, je suppose, que notre société curieuse ait élevé nos gens de telle façon que le souci et la considération des autres membres de la race humaine viennent après leurs intérêts personnels et égoïstes. C'est malheureux, mais vrai.

Toutefois, monsieur le président, je pense que nous avons tous ici la responsabilité d'insister sur les profits économiques, mais nous devons aussi nous mettre au blanc s'il le faut, et souligner aussi l'aspect moral et humanitaire. Mais ce sera difficile et j'espère que le gouvernement présentera clairement dans sa campagne—et il doit faire cette campagne pour persuader le peuple canadien de cette nécessité—les résultats économiques avantageux pour l'ensemble du peuple canadien et pour le monde entier d'un programme d'aide extérieure plus important.

[Français]

**M. Caouette:** Monsieur le président, nous sommes à entamer l'étude du budget des dépenses du ministère des Affaires extérieures, lequel s'élève à \$133,153,674, mais ne comprend pas, évidemment, bien d'autres dépenses que nous faisons à l'extérieur du Canada comme, par exemple, au point de vue national, par d'autres ministères dont nous étudierons les crédits plus tard.

Mais aujourd'hui, le domaine des affaires extérieures est très important, et nous ne pouvons plus, monsieur le président, comme il y a peut-être 25, 30 ou 40 ans passés, ignorer les autres nations du monde. Nous ne pouvons plus nous soustraire à nos obligations dans le concert des nations qui forment l'univers.

Nous avons un ministre des Affaires extérieures qui fait son possible, et je suis heureux de le reconnaître, bien que je ne partage pas toutes ses pensées politiques. Seulement, un fait demeure: c'est que le ministre fait honneur au Canada partout où il va dans le monde et, de tous les coins de la Chambre, je crois que nous sommes unanimes à reconnaître qu'il possède les qualités requises pour représenter un pays comme le nôtre.

Nous devons, je crois, nous rendre à l'évidence que le but actuellement poursuivi par le Canada en est un de paix internationale, de paix mondiale.

Nous devons admettre, à la vue et au regard des faits, que le Canada est appelé de plus en plus à jouer un rôle primordial pour la paix internationale. De grands pays, des pays beaucoup plus considérables que le nôtre en fait de population—peut-être pas en fait de territoire—tournent leurs yeux vers le Canada, demandant, suppliant les Canadiens d'intervenir dans tel et tel domaine, d'exercer leur influence afin que la paix soit maintenue.

J'ai la conviction que l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures fait tout son possible et il ne nous a pas déçus jusqu'à maintenant; au fait, je dirais exactement le contraire, si le contraire existait. Seulement, je crois que nous devons, à titre de Canadiens et non pas de politiciens, être fiers des gestes que notre ministre a posés jusqu'ici, non seulement au Canada, mais dans tous les pays où il est allé nous représenter.

Monsieur le président, des démarches pour la paix, il y en a, il y en aura d'autres, et ce qui nous fait de la peine présentement, c'est de voir la tournure des événements dans certains pays. La situation au Vietnam est déplorée par tous. Je lisais dans le journal *L'Action* du 1<sup>er</sup> février 1966, un article en provenance de Saïgon, et je cite:

Les démarches pour la paix au Vietnam.

Le Bureau de Liaison près de l'Archevêché de Saïgon vient d'envoyer aux journaux la constatation n° 5, qui traite des démarches actuelles pour le retour de la paix au Vietnam.

En voici les passages essentiels:

Répondant à l'appel pressant du pape Paul VI, devant le danger d'une guerre longue et menaçant de s'étendre si les efforts actuels pour la paix ne sont pas suivis de résultats, le Bureau de Liaison près de l'Archevêché de Saïgon constate: